



### Session Spéciale FAO

## « Sécurité alimentaire et nutritionnelle pour les villes d'Afrique: enjeux territoriaux et environnementaux »

Dakar, 5 décembre 2012, 14h30- 19h00

Hôtel des Almadies, salle Signara 1

### "Territoire et gouvernance: Enjeux de la sécurité alimentaire et Actions de la FAO"

La hausse et la volatilité des prix des denrées alimentaires, les crises financières et économiques, la compétition pour l'accès aux ressources naturelles et la dégradation de l'environnement affectent la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, citadines et rurales. Les enjeux pour les citoyens et pour les différentes autorités concernées d'Afrique, publiques ou privées, qu'elles soient locales, nationales ou sous-régionales, sont de concevoir et mettre en place des systèmes alimentaires résilients. Il s'agit tout d'abord de créer des mécanismes de bonne gouvernance mobilisant tous les acteurs, lesquels créent de nouvelles pratiques concertées et mutualisées. Les acteurs doivent engager une planification stratégique territoriale des villes et renforcer les liens entre espaces urbains et ruraux, et aussi développer l'agriculture urbaine et périurbaine. Cette démarche contribue à la création de villes vertes, mosaïques d'arbres, de forêts et d'espaces agricoles qui participent à une économie verte et à une résilience face aux changements climatiques.

Le rôle joué par les collectivités territoriales est de mieux en mieux pris en considération dans les négociations internationales sur la sécurité alimentaire dans le cadre d'une gouvernance réformée (<http://www.fao.org/cfs>).

Dans le contexte mondial actuel, la lutte contre la faim et la réponse à l'insécurité alimentaire nécessite la mobilisation de tous les acteurs du développement et des stratégies reposant sur plusieurs niveaux. Les **autorités locales et régionales** ont ainsi un rôle important à jouer aux côtés des États et des organisations internationales. Par leur proximité avec le terrain, par leur capacité à mobiliser tous les acteurs de leur territoire et leur expertise, elles peuvent apporter des réponses appropriées aux problèmes locaux, tant sur le court terme (en période de crises) que sur le long terme. Leur rôle est complémentaire avec celui des autres acteurs et doit être mis en cohérence. De plus, la coopération décentralisée constitue une forte valeur ajoutée.

**Le Cadre stratégique 2000-2015 et les Plans à moyen terme correspondants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)** ont, dès lors, identifiés des initiatives et programmes priorisant les questions d'urbanisation et territoriales. Depuis 2000, **l'initiative multidisciplinaire de la FAO « Des aliments pour les villes »** couvre une grande variété de secteurs, comme l'amélioration des systèmes d'offre et de distribution alimentaire, l'éducation nutritionnelle, les jardins potagers scolaires, l'agriculture et la foresterie urbaine et péri-urbaine, l'appui aux petits producteurs animaux et laitiers des zones urbaines et péri-urbaines, la gestion des déchets et la réutilisation des eaux usées, ainsi que l'aide d'urgence aux personnes et communautés déplacées et à risque. L'expérience montre de façon concluante que les questions d'urbanisation et de sécurité alimentaire doivent être abordées dans le cadre de partenariats, qu'il s'agisse du secteur public, du secteur privé et de la société civile. Le forum neutre "[food-for-cities@dgroups.org](mailto:food-for-cities@dgroups.org)" permet des échanges internationaux.

Ainsi, l'initiative "Des aliments pour les villes" a largement contribué au dialogue et à la mise en place de partenariats avec des institutions au niveau international, national et local, et en particulier avec des villes. La brochure "Aliments et Agriculture pour les Villes" (FAO, 2011), produit d'une large

consultation, met en exergue des dimensions qui caractérisent les systèmes alimentaires locaux: une approche centrée sur les citoyens, une gouvernance multi-niveau, et une planification territoriale avec des liens urbains-ruraux plus forts pour des systèmes alimentaires résilients. L'initiative "Des aliments pour les villes" se fonde aussi sur l'expérience de plus de 200 projets mis en œuvre par la FAO avec des composantes locales urbaines.

Depuis 2002, le **Programme de coopération décentralisée de la FAO**, contribue à créer des partenariats entre des collectivités territoriales qui ont pour objectifs la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la gestion intégrée des ressources naturelles.

**L'initiative de co-développement** de la FAO lancée en 2011 a pour objectif l'accompagnement de l'investissement de la diaspora dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural. Le défi est de promouvoir le rôle de la diaspora dans des projets en lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle et dans des projets agricoles en étroite coordination avec les stratégies et les programmes des collectivités territoriales.

La FAO appuie **l'intégration de l'approche territoriale** dans les politiques et stratégies de sécurité alimentaire et nutritionnelle, et dans la gestion intégrée des ressources naturelles. Une deuxième réunion d'experts de haut niveau sur l'approche territoriale, organisée par la FAO, est prévue en juin 2013. L'objectif est de contribuer à l'élaboration d'une publication sur l'approche territoriale dans les politiques et stratégies de sécurité alimentaire et nutritionnelle, et dans la gestion intégrée des ressources naturelles, qui serait mis à disposition des décideurs politiques au niveau local, régional, régional et international.

La FAO s'emploie ainsi à fournir une assistance directe aux villes et aux collectivités territoriales par le biais de toute une série de programmes et projets, notamment son Programme spécial pour la sécurité alimentaire, ses programmes de coopération décentralisée, ses opérations d'urgence, et TeleFood. La FAO appuie à la production de stratégies, de plans d'actions et programmes d'action spécifiques.

La FAO diffuse de l'information et accompagne le partage d'expériences et d'outils, comme par exemple par :

- les publications destinées à divers publics politiques, décideurs et techniques: Pour des villes plus vertes en Afrique (2012); Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers (2012); Cadres légaux et institutionnels pour une agriculture urbaine et péri urbaine en faveur des populations défavorisées (2012); Stratégie régionale de réponse à la crise de sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel (2012); et bientôt, les Directives pour la promotion de la foresterie urbaine et périurbaine (2013).
- la participation à des réseaux et l'organisation de session lors de forums internationaux tels les Sommets des régions du Monde sur la Sécurité Alimentaire (Dakar, 2010 et Medellin, 2012), les Sommets Africains, les Forum Mondiaux de l'Habitat.

Le dialogue politique avec les réseaux des collectivités locales et régionales (Cités et Gouvernement Locaux Unis - CGLU; Organisation des Régions Unies/FOGAR - ORU/FOGAR-Metropolis, Cities Alliance, ICLEI, etc.) doit être encore renforcé pour inscrire la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la prévention des risques, de pair avec la gestion intégrée des ressources naturelles, dans les agendas politiques, stratégies et plans d'actions des collectivités territoriales et de leurs partenaires (notamment les agences du système des Nations Unies : ONU-Habitat, PNUD, PAM, UNCDF). La FAO est active dans le IASC - Inter-Agency Standing Committee - Meeting Humanitarian Challenges in Urban Areas Working Group avec ONU-Habitat et le PAM, et dans le groupe sur les questions urbaines du Global Food Security Cluster.

Il est également important de poursuivre le dialogue entre les réseaux d'autorités locales et régionales non seulement avec les instances de la FAO mais également au sein du Comité de la

sécurité alimentaire mondiale (CSA), notamment en ce qui concerne la gouvernance de la sécurité alimentaire.

L'accompagnement de l'approche territoriale de la sécurité alimentaire et le développement du dialogue politique avec les collectivités territoriales et leurs réseaux, sont des initiatives stratégiques et innovantes que la FAO souhaite promouvoir pour favoriser l'émergence d'une politique mondiale de l'alimentation associant tous les acteurs pour une action plus efficace.